

Sous la dimension géographique des échanges extérieurs du Canada, d'autres changements intéressants sont observés dans les secteurs manufacturiers (autres que celui des *Aliments transformés*). Le commerce du Canada avec l'étranger s'accroît dans ces secteurs et tant les importations que les exportations enregistrent des gains modérés. En pourcentage, la hausse la plus importante des échanges totaux a lieu dans le secteur des *Textiles* où, d'un côté comme de l'autre, les barrières tarifaires sont actuellement les plus élevées. Si le Canada conclut un accord de libre-échange avec l'UE, ses exportations de *Textiles* vers l'Europe pourraient augmenter d'environ 65 p. 100. Si les pays candidats se joignent au Canada et à l'UE au sein d'un ALE, les exportations canadiennes augmenteraient de 58 p. 100 vers l'UE et de 45 p. 100 vers les pays candidats. Les hausses sont encore plus importantes du côté des importations. Les importations canadiennes de *Textiles* de l'UE augmenteraient d'un multiple de 2,5 et, si les pays candidats devenaient partenaires de l'accord de libre-échange, les importations canadiennes en provenance de ces pays augmenteraient dans une proportion semblable. Les exportations canadiennes de *Textiles* vers les États-Unis et le Mexique augmenteraient aussi de 1 à 2 p. 100, tandis que les importations en provenance de ces pays diminueraient de 10 à 12 p. 100.

Un ALE Canada-UE pourrait aussi avoir un effet positif sur le commerce canadien dans le secteur des *Machines et matériel* et celui de l'*Équipement de transport*. Les exportations canadiennes d'*Équipement de transport* vers l'UE pourraient augmenter de 38 p. 100, tandis que les importations de biens de cette catégorie de l'UE pourraient augmenter de 62 p. 100. De même, les exportations et les importations canadiennes de *Machines et matériel* dans les échanges commerciaux avec l'UE pourraient augmenter de 25 p. 100. Si les pays candidats se joignent au Canada et à l'UE au sein d'un ALE, les exportations canadiennes d'*Équipement de transport* vers ces pays augmenteraient de 31 p. 100, tandis que les exportations canadiennes de *Machines et matériel* vers les pays candidats pourraient augmenter de plus de 40 p. 100. On observe des hausses comparables du côté des importations dans le secteur de l'*Équipement de transport* où, entre autres, les importations canadiennes en provenance des pays candidats affichent une hausse de 66 p. 100. Les gains sont beaucoup plus modestes du côté des importations de *Machines et matériel* (environ 5 p. 100).

Le commerce Canada-UE augmenterait aussi dans d'autres secteurs manufacturiers à la faveur d'un ALE Canada-UE. Les exportations canadiennes de *Fer et acier*, *Produits chimiques* et *Autres produits manufacturés* vers l'UE montrent des gains de 10 à 14 p. 100, tandis que les importations canadiennes de l'UE s'accroîtraient de 20 à 40 p. 100. Des hausses semblables sont observées dans les échanges du Canada avec les pays candidats lorsque ces derniers font partie d'un ALE Canada-UE élargi.

Un ALE Canada-UE aurait une incidence négative sur les exportations manufacturières des États-Unis. L'UE est en concurrence avec les États-Unis sur le marché canadien pour ces produits. Les importations canadiennes des États-Unis diminueraient en moyenne de 2 p. 100 dans le cadre de nos hypothèses. Même si ce chiffre semble modeste, le volume de commerce ainsi détourné pourrait être important, compte tenu de l'échelle des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis. Les exportations canadiennes aux États-Unis demeureraient essentiellement inchangées après la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'UE.